

CD/1174  
7 septembre 1992

FRANCAIS  
Original : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 3 SEPTEMBRE 1992, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL  
DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LE REPRESENTANT PERMANENT  
DE L'ARGENTINE, TRANSMETTANT LE TEXTE D'UN COMMUNIQUE DE PRESSE  
PUBLIE PAR LE GOUVERNEMENT ARGENTIN A L'OCCASION DE LA CONCLUSION  
DES NEGOCIATIONS RELATIVES A LA CONVENTION SUR LES ARMES CHIMIQUES

Je vous serais obligé de bien vouloir prendre les dispositions  
nécessaires pour faire distribuer en tant que document officiel de la  
Conférence du désarmement le texte ci-joint. Il s'agit d'un communiqué de  
presse publié par le Gouvernement argentin à l'occasion de la conclusion des  
négociations relatives à la Convention sur les armes chimiques.

L'Ambassadeur

(Signé) Juan Archibaldo Lanús

Communiqué de presse du Gouvernement argentin concernant  
la Convention sur les armes chimiques

Le Gouvernement argentin se félicite de la mise au point à Genève du projet de convention sur l'interdiction des armes chimiques.

Ce traité international, qui a fait pendant deux décennies l'objet de négociations à la Conférence du désarmement, éliminera complètement toute une catégorie d'armes de destruction massive qui ont été, de fait, utilisées jusqu'à une date récente dans des conflits armés, mettant en évidence leur pouvoir de destruction et les effets dévastateurs qu'elles produisent sur la population.

Le projet de convention, texte complexe de plus de 200 pages, prévoit un mécanisme de vérification des activités de l'industrie chimique, qui assure de façon adéquate une stricte application de cet instrument, en protégeant en même temps les intérêts légitimes des milieux industriels et commerciaux concernés.

En vue de contrôler et de coordonner le régime d'inspections prévu, il sera créé une Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, qui aura son siège à La Haye.

L'Argentine s'est énergiquement associée à ce processus de négociation qui, aujourd'hui, s'est finalement achevé, confirmant ainsi dans le domaine du désarmement une politique transparente et responsable de non-prolifération.

Près d'un an avant la conclusion de ces importantes négociations, en septembre 1991, l'Argentine, le Brésil et le Chili ont réaffirmé cette politique par l'Accord de Mendoza, auquel ont également adhéré la Bolivie, l'Equateur, le Paraguay et l'Uruguay, conférant un caractère régional à leur prise de conscience commune de l'importance de la Convention sur les armes chimiques.

Il convient par ailleurs de mettre l'accent sur les récentes mesures adoptées par la République argentine, qui visent à contribuer à l'objectif de la non-prolifération en imposant des restrictions à l'exportation de certaines substances chimiques sensibles (Décret 603/92, qui cadre avec les principes et les objectifs de la Convention).

Le projet de convention qui vient d'être mis au point sera soumis, par l'entremise de la Conférence du désarmement, à l'Assemblée générale des Nations Unies

La République argentine invite tous les Etats à adopter le projet de convention et à y souscrire dans les meilleurs délais.

---